

Toulouse-Castres : La bataille de l'A69 change de dimension

Les grévistes de la faim et de la soif ont porté la lutte à un niveau d'engagement inédit, mais les autorités restent sourdes à la demande d'un moratoire. Alors que pro et anti autoroute restent déterminés, le temps du dialogue risque de toucher à sa fin.



Si elles n'ont pas fait fléchir le gouvernement, les grèves de la faim ont donné un écho national à la lutte contre l'A69. / Crédit photo Frédéric Scheiber

Les grèves de la faim et de la soif n'y auront rien changé. Le gouvernement réaffirme, ce lundi 16 octobre, « son soutien à la réalisation du projet d'autoroute A69 ». « Le chantier sera mené à son terme », assure Clément Beaune, ministre délégué chargé des Transports, qui appelle « chacun à faire preuve de responsabilité dans le cadre des actions pouvant être menées à titre individuel ou collectif. Aucune violence, aucune incitation à la violence ne peuvent être tolérées ».

Cette déclaration intervient au lendemain d'une réunion à la sous-préfecture de Castres, vendredi 13 octobre où « pros » et « anti » sont restés sur leurs positions respectives. Au cours de la rencontre, le maire divers droit de Castres, Pascal Bugis, fervent défenseur de l'autoroute, a même préféré quitter la salle plutôt que devoir échanger avec ses opposants.

« Dans la posture actuelle des politiques, il y a une volonté de montrer qu'on ne cède pas face aux revendications de quelques écolos, c'est un message à destination de l'électorat de plus de 50 ans, analyse Denis Baréa, militant du collectif La voie est libre (LVEL). Mais en réalité, on ne sait pas ce qu'ils en pensent. Lorsque nous avons rencontré Clément Beaune au printemps, il nous a dit texto : « Je vous accorde que si on devait décider aujourd'hui de faire cette autoroute, on ne la ferait pas... » »



Sabine Mousson, la maire de Teulat, espère que « le massacre des travaux va s'arrêter ». / Crédit photo Frédéric Scheiber.

La maire de Teulat, Sabine Mousson, qui avait reçu l'invitation officielle la veille au soir, n'a pas assisté à la réunion de vendredi dont elle n'attendait « pas grand chose ». « Ils s'entêtent à nous dire que tout le Tarn est favorable à l'autoroute, mais c'est faux, on l'a encore vu ces dernières semaines !, s'agace l'élue, très engagée dans le mouvement d'opposition. La réalité c'est que l'A69 nous dépasse maintenant, ça devient une lutte symbole de la parole des citoyens que l'on n'entend pas. »

Une analyse partagée par Denis Baréa. « On continue de se battre contre l'autoroute, mais ce combat nous dépasse désormais, juge-t-il. On approche du point de bascule, celui où les gens voient les insécurités climatiques, économiques, etc. se multiplier et considèrent qu'il n'y a plus de raisons que certains continuent à s'enrichir en faisant des projets à la con comme celui-là. Je crois que le combat commun contre cette autoroute fait partie de cette bascule. »



Les grévistes de la

faim ont reçu de nombreuses preuves de soutiens, comme ici à Toulouse, le 2 octobre. / Crédit photo Frédéric Scheiber

Cette « bascule » a pris une portée dramatique et nationale lorsque quinze personnes sont entrées tour à tour en grève de la faim, en septembre, pour protester contre la reprise des travaux et l'abattage des arbres. Entre le 1^{er} et le 10 septembre, huit militants opposés à l'A69 ont progressivement cessé de s'alimenter. Ils ont été rejoints le 18 septembre par une Toulousaine et quatre militants du Groupe national de surveillance des arbres (GNSA) au Burkina Faso, puis quelques jours plus tard, par l'influenceuse écolo Camille, aka « [girl go green](#) » (qui affiche plus de 100 000 abonnés sur Instagram) et un autre militant en Dordogne.



Parmi ces militants, Bernard Boussard, 68 ans. Sous la supervision médicale de soignants et d'un médecin psychiatre, l'aîné des grévistes n'a ingéré que deux litres d'eau plate et « deux bouillons clairs genre bouillon cube bio » par jour. Un régime minimal qui l'a fait passer de 92 à 76 kilos. Cette mise en danger, ce travailleur social à la retraite l'assume complètement. « Je pense que la césure actuelle, profonde, entre opposant et pro autoroute est révélatrice d'un moment assez crucial au niveau planétaire, explique-t-il les traits un peu tirés et la barbe en broussaille. La crise climatique révèle des divergences profondes dans le rapport au vivant et les choix de modes de vie en deviennent les symptômes. Ce qui se passe ici dépasse la simple question de 60 km de route entre Toulouse et Castres... »



Les travaux sont

réalisés sous bonne garde. / Crédit photo Alain Pitton

Le long de ces soixante kilomètres, justement, les travaux sont allés bon train ces dernières semaines, sous la protection d'importantes forces de gendarmerie. Les platanes de Vendine, où s'étaient perchés les premiers écureuils du GNSA au printemps, ont été rasés. Tout comme plusieurs haies et petits bois situés sur l'emprise du tracé.

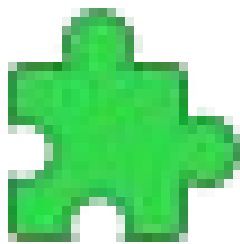


Romane*, une militante anti-A69, à Vendine, sur une chaussée jusqu'à récemment bordée d'arbres. / Crédit photo Frédéric Scheiber

Le terrain de foot de Montcabrier, autre lieu symbole de la lutte, a lui aussi disparu sous les coups de pelleuse. Deux centrales d'enrobés à chaud de bitume sont désormais annoncées sur les villages de Villeneuve-lès-Lavaur et Puylaurens, également dans le Tarn.



Dans le Tarn, les coupes d'arbres s'enchaînent sur le tracé de l'A69, comme ici, près de la zone humide du Dicosat. / Crédit photo LVEL



Pour alerter l'opinion [face à ces disparitions](#), Thomas Brail, militant et figure emblématique du GNSA, est allé se percher mi-septembre en haut d'un platane en face du ministère de l'Écologie à Paris. Malgré sa descente forcée par les forces de l'ordre, ce coup médiatique a forcé le ministère à le recevoir le 3 octobre en compagnie d'un autre gréviste de la faim, d'un représentant du collectif La voie est libre (LVEL) et d'un représentant d'[Une autre voie pour un aménagement de la RN 126 existante](#).



Thomas Brail, au début de sa grève de la faim, dans un pin majestueux à Saint-Germain-des-Prés, près de Castres. / Crédit photo Alain Pitton

La réunion a été vaine. Les pouvoirs publics ont opposé une fin de non-recevoir à leur demande de suspension des travaux. Pour donner le change, la présidente de région Carole Delga a proposé la mise en place de groupes de travail sur les compensations, la tarification et la création d'un service express de bus à bas prix et zéro émission. « Aucune remise en cause fondamentale du projet n'est évoquée. Aucune réponse n'est apportée à cette situation de crise », ont regretté LVEL et le GNSA dès le lendemain dans un communiqué.

En réaction, Thomas Brail et deux autres grévistes ont donc décidé d'entrer dans une encore plus radicale « grève de la soif », le 9 octobre. Face au risque élevé pour leur santé, les pouvoirs publics ont annoncé une nouvelle réunion le 13 octobre, en promettant que « les opérations de défrichage importantes » n'auraient pas lieu avant cette date. Cette perspective a permis à des grévistes « très affaiblis et terriblement amaigris » de cesser leur mouvement, sans pour autant crier victoire. Dans

un communiqué, ils indiquaient, dès le 11 octobre, que « la lutte continue vers d'autres actions ». La suite leur a donné raison.

Car les pro A69 ont eux aussi donné de la voix pour soutenir une infrastructure censée désenclaver la région castraise. [Battu en brèche par la communauté scientifique](#), l'argument est au cœur d'une lettre ouverte, signée par [plus de 900 élus du Tarn](#) et publiée le 11 octobre.



Des « écureuils » dans des arbres face à l'hôtel de la région Occitanie, à Toulouse. / Crédit photo Frédéric Scheiber

Quelques jours plus tôt, c'est la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) du Tarn qui entonnait le même refrain. Dans un encart publié par La Dépêche du Midi, la CCI affirmait que « [550 entreprises](#) » étaient elles aussi favorables au projet. Problème, les chefs d'entreprises signataires n'ont disposé que 1h20 pour donner leur accord à la pétition. « Sans réponse de votre part avant 16h00, nous considérerons que vous vous associez à notre action », les avertissait la CCI dans un courriel. Une méthode pour le moins expéditive.

Les partisans de l'A69 ont aussi pu se prévaloir de plusieurs décisions favorables rendues par le tribunal administratif de Toulouse. Le 6 octobre, celui-ci a rejeté une demande de suspension de l'exécution d'un arrêté départemental autorisant les travaux. Saisi par une dizaine de structures requérantes à propos de l'abattage d'arbres d'alignement, le tribunal a considéré qu'il n'y avait « pas de doutes sérieux sur la légalité » de l'arrêté.

Face à ce bloc politique, patronal et institutionnel, les vents de la contestation soufflent pourtant toujours plus fort. Le président de la République a été interpellé mercredi 4 octobre par [1 500 scientifiques signant dans l'Obs](#) une tribune lui demandant de renoncer à l'A69. Dimanche 8 octobre, [sur France inter](#), la secrétaire générale de la CGT Sophie Binet a appelé à « un moratoire immédiat sur ce projet qui est une aberration sociale et environnementale ». Un appel auquel Olivier Faure, le premier secrétaire du PS a répondu positivement. À couteaux tirés avec Carole Delga, [le député de Seine-et-Marne estime](#) – après avoir lu l'avis de [la co-présidente du Giec](#) et de l'autorité de l'environnement que « certains projets d'infrastructure peuvent rester nécessaires, mais pas celui-ci ».

